

L'ONU insiste sur une solution pacifique au différend entre le Venezuela et le Guyana



La Havane, 7 décembre, (RHC)- Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mercredi à une résolution pacifique du différend entre le Venezuela et le Guyana.

Dans une déclaration publiée par son porte-parole, le chef de l'ONU s'est dit convaincu que les deux États se conformeront à la décision rendue par la Cour internationale de justice, qui leur demande de

s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend ou d'en rendre le règlement plus difficile.

Le texte rappelle que les décisions de la plus haute juridiction des Nations unies sont contraignantes conformément à la charte et au statut de la CIJ.

En ce sens, le chef d'État des Nations unies a appelé à "l'utilisation de moyens exclusivement pacifiques" pour résoudre le différend sur le territoire de l'Essequibo.

Le différend reste sous les feux de l'actualité. Le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, a dénoncé mercredi un complot ourdi par des citoyens du Venezuela et des États-Unis avec la transnationale pétrolière Exxon Mobil contre les intérêts de la nation.

Au cours d'une conférence de presse, Il a confirmé avoir des informations d'un témoin protégé et d'importants éléments de conviction qui expriment la "réalité sans équivoque" que des individus à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela ont utilisé la lutte nationaliste pour l'Essequibo d'une "manière ignoble" pour "renverser la table".

Il a déclaré que le Guyana a l'intention, avec l'aide d'Exxon Mobil et des États-Unis, de s'emparer des ressources qui appartiennent à la nation et qui se trouvent dans les eaux vénézuéliennes face aux côtes de l'Essequibo, afin de créer le chaos dans cette zone de grande importance géopolitique.

Le procureur général du Venezuela a affirmé que c'est pour cette raison que la justice doit agir afin d'éviter que la situation ne s'aggrave à ce point, car lorsqu'il y a "impunité, l'ennemi intérieur et extérieur avance", qui ne se soucie pas des votes, des élections, du débat ou du dialogue.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé plusieurs mesures que son gouvernement pourrait prendre pour faire respecter le résultat du référendum qui s'est tenu dimanche dernier, dont la création d'une zone de défense intégrale de ce territoire.

Mercredi, Caracas a proposé à Georgetown de revenir à la voie du dialogue direct par le biais de l'accord de Genève de 1966 et a dénoncé l'intention des États-Unis d'installer des bases militaires sur son territoire.

Le président guyanais Irfan Ali a déclaré qu'il porterait la question devant le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/341500-lonu-insiste-sur-une-solution-pacifique-au-differend-entre-le-venezuela-et-le-guyana>



Radio Habana Cuba